

ALAIN DAUVERGNE

Ancien journaliste, Alain Dauvergne est conseiller de *Notre Europe*, chargé du suivi de l'actualité institutionnelle européenne et des opinions publiques. Il a assisté à la Convention sur l'avenir de l'Europe, dont il a notamment tiré en 2004 un ouvrage intitulé *L'Europe en otage ? Histoire secrète de la Convention*.

Visions d'Europe

Le traité de Lisbonne : bilan et perspectives à l'été 2011

Au début de la dernière décennie, la perspective de l'adhésion des pays libérés du joug soviétique a imposé la nécessité de réformer les institutions et les règles de fonctionnement de l'Union européenne. Le traité péniblement négocié au Conseil européen de Nice fin 2000 n'ayant pas apporté de réponse satisfaisante, il a fallu remettre l'ouvrage sur le métier, en répondant également aux défis démocratiques auxquels l'UE est désormais confrontée. Ce fut la Convention sur l'avenir de l'Europe et son projet de « traité constitutionnel » puis, celui-ci ayant été repoussé, le traité de Lisbonne.

Signé en décembre 2007, ce traité est entré officiellement en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Il comporte des innovations marquantes : accession du Conseil européen au statut d'institution, élargissement des pouvoirs du Parlement européen, création des postes de Président permanent du Conseil européen et de Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, mise en place d'un service diplomatique européen, etc.

Ces dispositions nouvelles ont-elles déjà pesé sur le cours de la construction européenne ? Comment ont-elles fait évoluer les équilibres politiques et institutionnels qui structurent les négociations au sein de ce qui est désormais non plus un « triangle », mais un « trapèze » institutionnel ? C'est à ces questions que s'efforce de répondre la présente étude, en se livrant à un éclairant exercice de « bilan et perspectives » des dix-huit premiers mois de mise en œuvre du traité de Lisbonne.

www.notre-europe.eu
e-mail : info@notre-europe.eu